

Qui se cache derrière la dissolution des Balkans ?

Qui se cache derrière Skopje ?

Par

Ioannis Mazis

Professeur de géographie économique et de géopolitique à l'Université d'Athènes

(Traduction en français : Christina Komi)

La cause actuelle de Skopje trouve ses appuis et son inspiration dans des circuits, surtout allemands et, en second lieu, italiens, pour des raisons territoriales manifestes, depuis le temps de la seconde guerre mondiale. Dans l'Allemagne des années 1990, au lendemain de l'éclatement de la Yougoslavie, ont été créés une série de « centres de recherche » généreusement financés, ayant comme but la fragmentation et la dissolution des Balkans sur le principe --d'inspiration nazie-- de la « base biologique » de l'ADN (une base fictive) des ethnies. Ces ethnies que les « chercheurs » allemands essaient de présenter comme étant opprimées.

Un exemple frappant est le «*Centre des minorités européennes*», fondé en 1996, et des personnalités telles que son directeur d'alors, qui est devenu plus tard «*Consul général*» dans l'état méconnu du Kosovo (!) Stefan Troebst.

J'ai rencontré personnellement Stefan Troebst, dans le cadre d'une récente collaboration du Laboratoire de Géopolitique que je dirige à l'Université d'Athènes en coopération avec l'Université de Leipzig à propos d'un projet DAAD.

Ses positions non scientifiques sur la Grèce et les Balkans m'ont causé une forte impression et j'ai regardé son action de plus près. J'ai découvert alors qu'il avait été à la direction d'un centre allemand appelé «*Centre européen des minorités*». Entre, autres, il a donné une conférence à la Fondation Karl Friedrich von Zimens à Munich à propos des «*problèmes des ethnies*» et des «*périphéries*» en Europe centrale et orientale, publiée dans la revue scientifique «*d'autorité*» *Südosteuropa*, 7-8 / 1992. A noter que l'institut porte le nom de l'industriel allemand, du «*patriote*» qui, entre autres a fabriqué les crématoires de l'Holocauste dans les camps de concentration nazis.

Dans sa conférence, Troebst a déclaré: «*Dans cette région qui a été intégrée à l'État grec seulement en 1912 (sic!), voyons qui de tous, les slaves du sud, les turcs restants, ou bien les Pomaks, les Aroumains, les Meglens, les Albanais, les Sarakatsans les Sefardeim, les Roms, les Tsiganes ou les Giourouks, réclameront-ils en premier leurs droits en tant que minorités, dans un stade préalable à la création de leurs propres États ou à leur fusion avec l'un des pays voisins?* ».

Le but de ces «*centres de recherche spéciaux*» est de prouver l'existence de 282 (!) groupes ethniques différents, but qui est dicté depuis plus de 100 ans par le capital allemand (européen) qui cherche à créer les meilleures conditions possibles pour rivaliser avec le capital américain. Ce dernier avance depuis un moment vers le verrouillage de son camp propre, le continent américain, de l'Alaska en jusqu'à l'Amérique latine.

Le message des rassemblements à Athènes et à Thessalonique

Les rassemblements font clairement savoir que le peuple grec, ne se prend pas au piège, et qu'il n'a pas l'intention de sacrifier sa mémoire nationale globale, ni son identité ni son unité nationale à l'autel des intérêts susmentionnés. Le mécanisme de la fragmentation et de la réduction en bouillie des identités nationales utilisé par ces centres est plus que clair.

Là où le sentiment national a été réduit, attaqué à la fois par le cosmopolitisme capitaliste internationaliste ou bien par un « internationalisme néolibéral » tordu, dit de gauche, les gens ont recours au local: au communautarisme ou au régionalisme, au sein desquels quelques détails sont sauvegardés –un dialecte, par exemple– qui pourrait distinguer le "nous" des "autres".

Ainsi, la spécificité locale est proclamée en « identité ethnique / minoritaire » et devient la bouée de sauvetage des désespérés au milieu de l'océan du « nouvel ordre » imposé par l'économie mondialisée. Et la façon plus pertinente, moins douloureuse et moralement moins blâmable pour la déstabilisation de l'Europe et des Etats non allemands au profit du « New Berlin » est maintenant le jeu malin des « minorités ethniques » et « linguistiques », qu'elles soient artificielles ou véritables. Par exemple, le grec dans sa version homérique, chypriote ou pontiaque ou bien le dialecte crétois seront présentés tôt ou tard par ces « centres » internationaux, comme des « langues ethniques ».

C'est la raison pour laquelle il est très important pour ces « centres » qu'on perde la connaissance du grec, que l'on perde la continuité de la langue qui va de l'antiquité à l'Empire byzantin et qui mène au grec post-byzantin et moderne sous toutes ses formes. C'est pourquoi le grec ancien devrait être considéré comme une "langue morte" et ne pas être enseigné, en aucun moment, à un étudiant grec. Telles sont les raisons pour lesquelles se sont intensifiées dans la nouvelle période que nous traversons à l'échelle internationale, après les changements considérables des années 1989 à 1992 (dissolution de l'URSS), les efforts visant à redessiner la carte de l'Europe à la lumière des « minorités ».

L'implication américaine

Les Etats-Unis n'ont qu'une préoccupation: l'entrée de l'Etat multi-ethnique de Skopje dans l'OTAN en juillet 2018 pour empêcher la projection de puissance russe dans les Balkans par la voie de l'élément slave de Skopje. Une projection de puissance russe dans la région bouleverserait la doctrine de base de la perception occidentale et américaine de la sécurité: la doctrine de l'encerclement.

La possibilité d'État au sud de l'ex-Yougoslavie, de vocation slave-orthodoxe et en proximité de la mer Egée, en dehors de l'OTAN, représente pour les américains, le risque de rupture d'équilibre du pouvoir anglo-saxon dans l'aile sud-est de l'OTAN. Et ceci pendant une période où cette aile de l'OTAN ne traverse pas ses meilleurs moments. Étant donné le comportement complètement saugrenu de la Turquie vis-à-vis de Washington, le virage d'Erdogan vers Moscou, et, pire encore, vers Téhéran.

En outre, il est tout à fait raisonnable de croire que, dans ces nouvelles dynamiques géopolitiques dans l'aile sud de l'OTAN et au Moyen-Orient, les Etats-Unis craignent qu'une force terrestre de la Heartland (selon Spykman N.J.), telle l'Allemagne, qui géo-politiquement et géographiquement pourrait être un futur allié de Moscou, puisse un jour profiter des ports de Thessalonique, de Kavala et d'Alexandroupolis pour son propre compte.

Si une telle alliance se réalisait, en coopération avec la Chine émergente, allié régulière de la Russie,

elle mettrait la main sur tout le commerce international, du Pacifique aux ports d'Amsterdam et de Rotterdam. Et c'est ce que le premier secrétaire général de l'OTAN, Lord Ismay, a déjà précisé. Lorsqu'on lui a demandé pourquoi l'OTAN a été créé, avec le célèbre flegme britannique, il a répondu: « Pour garder l'Amérique dedans [dans l'Europe], la Russie dehors et l'Allemagne soumise »!